



Salariés Multi-employeurs

Arbre décisionnel à réception d'une demande de suivi mutualisé

IDENTIFICATION DE LA SITUATION DE MULTI-EMPLOYEURS



Réception de la demande
de suivi mutualisé



Absence ou
insuffisance
d'éléments

Demande d'informations
complémentaires auprès de
l'employeur - demande en
suspens - **courrier n°1**



Conditions
non réunies *

Refus motivé

Conditions non réunies * -
courrier n°2



Conditions
à priori réunies *

Information de l'analyse de
la demande - **courrier n°3**

1

Détermination de l'équipe
compétente pour le suivi
mutualisé et mise en œuvre
du suivi mutualisé **

2

Information des employeurs
(principal et non principal) +
salarié
**courrier n°4-5-6 et
plaquette**

3

Édition d'un avoir pour 2023:
Répartition de la cotisation
à parts égales - absence
d'impact en cas de
changements d'employeurs
en cours d'année



* Les conditions à réunir :

- ☑ Au moins 2 contrats simultanés (hors particuliers employeurs et services autonomes & MSA)
 - ☑ Pour un emploi relevant de la même CSP (ex : 684 a - nettoyeurs)
ATTENTION : indépendamment du secteur d'activité de entreprise
 - ☑ Bénéficiant du même type de suivi pour chacun de ses contrats (SIS / SIA / SIR)
- Le tout au 31/07/2023 pour l'exercice 2023 - avoir pour 2023, à déduire de la cotisation 2024, uniquement pour des employeurs adhérents à un même SPSTI
- Au 31/01 pour les années suivantes - pour les situations déclarées au plus tard au 28/02 (peut inclure des employeurs revenant d'autres SPSTI qui devront adhérer au SPSTI principal)

** Mise en oeuvre du suivi mutualisé :

Un suivi mutualisé, unique, dont les différents employeurs doivent être tenus informés à chaque étape du processus (convocation, visites, avis, attestations,...)

Mutualisation de toutes les visites, pour le compte de tous les employeurs, y compris un nouvel employeur (visite d'embauche non nécessaire le cas échéant).

**PAR
QUI ?**

Un suivi mutualisé assuré par l'équipe de l'employeur dit "principal".

QUAND ?

Prioritairement sur le temps de travail (sans qu'il s'agisse nécessairement du temps de travail réalisé chez l'employeur principal).

MODALITÉS

Suivi donnant lieu :

- À l'information individuelle de chaque employeur, à chaque étape du suivi, par tout moyen (convocation, attestation,...).
- À la délivrance à chaque employeur d'une attestation de suivi ou d'un avis d'aptitude, au regard de l'emploi occupé.

EXCEPTION : Le médecin du travail se prononce pour chacun des postes occupés en cas d'aménagements de poste, d'avis d'inaptitude ou d'avis différents, auprès de chacun des employeurs du salarié.

Particularité de la **visite de reprise** :

- Demandée par l'employeur principal si visite consécutive à un congé maternité, une absence pour maladie professionnelle ou encore une absence d'au moins 60 jours pour maladie ou accident non professionnel.
- Demandée par l'employeur ayant déclaré l'accident du travail en cas de visite consécutive à une absence d'au moins 30 jours à ce titre.



Suivi mutualisé organisé par l'employeur principal.

ATTENTION : Chaque employeur, restant débiteur de l'obligation de sécurité à l'égard du salarié, peut combler la carence de l'employeur principal ou solliciter une visite à la demande.

